la **disparition du statut général et des statuts particuliers**, certes protecteurs pour les fonctionnaires mais aussi et surtout **garants de neutralité et d'égalité de traitement** des usagers.

Demain que pourra opposer un agent public sous contrat à la pression politique ?

Demain dans un contexte de suppressions d'emplois et d'abandon de missions, les **candidats au départ** seront-ils **tous volontaires** ou poussés à bout par la menace de mobilité forcée à travers, pourquoi pas, le **bilan de compétence quinquennal** en projet d'expérimentation dans les services centraux et dans certains services de la sphère du contrôle fiscal ?

ACTION PUBLIQUE 2022 N'EST PAS UNE NOUVELLE RGPP, NI UNE NOUVELLE MAP, C'EST UNE MODIFICATION EN PROFONDEUR DU RÔLE DE L'ÉTAT

Demain quel poids aura l'**agent comptable** directement appointé par l'ordonnateur ?

Demain, par le biais de la brèche ouverte par le PAS quel réseau de recouvrement pour l'ensemble des recettes fiscales et sociales ? **La DGFiP ou les URSSAF ?**

Demain qui peut croire à une **rémunération au mérite** qui tiendrait compte de la réalité de l'engagement de chacun ?

Il y a urgence : **Action publique 2022** n'est pas une nouvelle RGPP, ni une nouvelle MAP, c'est une **modification en profondeur du rôle de l'État**.

Demain si nous ne réagissons pas, **que restera t-il de l'État ?** Une « start up » au service des seuls « premiers de cordée ».

Afin d'ôter les derniers doutes à ceux qui penseraient que tout ça ne se fera pas nous donnerons une dernière information : la commission ATTALI avait pour rapporteur adjoint un jeune énarque, un certain Emmanuel MACRON (CQFD), d'où le titre de ce tract.

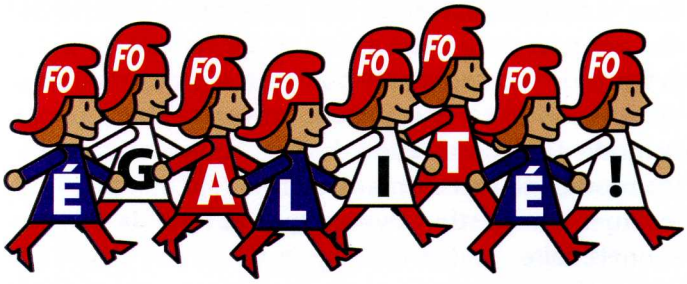
PRENDRE CONSCIENCE DE NOTRE FORCE COLLECTIVE

Nous, fonctionnaires des finances publiques qui faisons vivre la République tous les jours par notre engagement au service de nos concitoyens, avons le devoir de **combattre ce funeste projet contraire aux valeurs de la République**.

Il est temps de prendre conscience de notre force collective. Si nous nous engageons tous dans la lutte, nous pouvons **imposer un autre projet plus juste, plus humain et surtout plus en conformité avec les valeurs que nous portons : celle de la République**.

*F.O.-DGFiP ne fait pas de politique et défend les intérêts matériels et moraux de tous les agents des Finances Publiques. Si nous réagissons ainsi c'est parce que **ce projet préfigure la disparition de notre administration** alors que nous avons largement fait la preuve de nos capacités d'adaptation à un monde en perpétuelle évolution. Nous ne sommes pas des indiens nostalgiques de la plume d'oie, bien au contraire. D'autres projets sont possibles tout aussi modernes mais porteurs de progrès social.*

POUR LES MISSIONS PUBLIQUES, L'EMPLOI, LE POUVOIR D'ACHAT



DÉFENDRE LA RÉPUBLIQUE en mars !

TOUS EN GRÈVE
ET DANS LES MANIFESTATIONS
LE JEUDI 22 MARS